
Dettes et situation financière internationales

À la fin de l'an dernier, la dette extérieure des pays en développement dépassait 900 milliards \$ ÉU. Les modalités de remboursement prévues à l'origine ne peuvent être respectées pour 60 % de cette dette. C'est la dette de l'Amérique latine, qui dépasse 360 milliards \$, qui a attiré le plus l'attention. Le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela interviennent pour les trois quarts de la dette de cette région. Une bonne partie de la dette extérieure de ces pays a été consentie par des banques et d'autres créanciers privés. Les problèmes de service de la dette de ces pays risquent donc de perturber le fonctionnement harmonieux du système des échanges et des paiements internationaux.

Certains petits pays à faible revenu, principalement en Afrique, éprouvent des problèmes uniques à rembourser leur dette extérieure, même si le montant en est relativement moins élevé, à environ 75 milliards \$ ÉU. Cette dette a été contractée en grande partie auprès de créanciers publics à des conditions favorables. La résolution de ces problèmes nécessitera un accroissement des efforts d'ajustement économique ainsi qu'une aide financière à des conditions libérales des pays donateurs.

Dans l'ensemble, des progrès considérables ont été réalisés entre 1982 et 1984 pour corriger les déséquilibres des paiements extérieurs des pays débiteurs. Au cours de cette période, le déficit des comptes courants de ces pays est tombé de plus de 100 milliards \$ ÉU à moins de 40 milliards \$. La reprise économique enregistrée dans les pays industrialisés, ainsi que les vigoureuses mesures d'ajustements économiques prises par les débiteurs avec l'appui du Fonds monétaire international, ont contribué à ce résultat. L'approche cas par cas, où les rajustements intérieurs sont facilités par de nouveaux apports financiers extérieurs, s'est avérée être le pivot de la stratégie de gestion de la dette internationale.

Toutefois, le climat économique international est devenu moins favorable aux pays moins développés débiteurs en 1985. Les perspectives de reprise et de croissance de la plupart des pays en développement se sont détériorées en 1985. La croissance du volume des exportations a ralenti, le prix des denrées est resté faible et la disponibilité de nouveaux capitaux extérieurs par le biais des mécanismes normaux du marché

a été presque inexistante. Toutefois, l'évolution récente des taux de change et la chute des taux d'intérêt a amélioré les perspectives des pays débiteurs. La chute marquée des prix du pétrole cette année devrait avoir un effet positif sur l'économie des pays en développement, à l'exception des pays débiteurs exportateurs de pétrole (par ex., le Mexique, le Nigéria, l'Indonésie, le Venezuela).

Le Secrétaire au Trésor américain, M. Baker, a proposé des ajustements de la stratégie de la dette lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Séoul, en octobre dernier. L'initiative Baker insiste sur trois éléments essentiels: la mise en oeuvre par les pays débiteurs de politiques visant à favoriser l'ajustement et la réforme structurelle; le maintien du rôle central que joue le Fonds et un accroissement du rôle des banques de développement multilatérales, particulièrement la Banque mondiale; et une augmentation des prêts des banques commerciales. Le plan vise essentiellement à coordonner le financement à l'appui de stratégies d'ajustement axées sur la croissance.

Toutes les grandes banques internationales ont indiqué qu'elles appuyaient les principes du plan Baker, et qu'elles étaient prêtes à participer dans chaque cas, de concert avec les autres intervenants, à la mise en oeuvre de la stratégie. Les gouvernements créanciers ont également un rôle clé à jouer afin de soutenir et de coordonner les divers éléments de la nouvelle stratégie de la dette.